

Le 31 mai, en commission des affaires sociales, les macronistes sont parvenus à tuer dans l'œuf la proposition de loi Liot (groupe centriste) visant à abroger la réforme des retraites, jouant des ressorts institutionnels et dévoyant des usages parlementaires. Face à ces procédés, les grands médias ont-ils crié à l'« obstruction », critiqué l'« anti-parlementarisme » de la majorité ou dénoncé des pratiques contribuant à « affaiblir la démocratie » ? Pas tout à fait.

Dans *Le Monde* (31/05), alors qu'une journaliste évoque un « risque, pour les élus macronistes, d'apparaître comme les principaux responsables d'une escalade procédurale », Françoise Fressoz commet quant à elle un édito empruntant à la méthode Coué, rassurée qu'Emmanuel Macron ait « atteint son premier objectif : il est parvenu à enrayer sa chute dans les sondages alors que la gauche reste toujours mobilisée contre la réforme des retraites. » Grand détracteur de La France insoumise accusée de tous les maux – « l'agitation, le blocage, la violence, au minimum verbale, le "bordel" » (2/05) – *Le Figaro* se montre nettement plus modéré pour décrire une majorité qui « affine sa stratégie pour contrer la proposition de loi Liot » (31/05) avant de saluer, le lendemain, une « petite victoire pour le camp présidentiel ».

Sur France Info (31/05), le commentateur Stéphane Zumsteege se réjouit lui aussi d'une « bonne nouvelle parce qu'enfin, il y a une fenêtre pour le gouvernement pour s'en sortir ». Et le grand démocrate de préciser sa pensée : « Qu'est-ce qu'il se serait passé, autrement ? Il y aurait eu un vote, un vote qui passait le 8 [juin] et ensuite, c'était le début du feuilleton au Sénat. Ça aurait encore duré des semaines si ce n'est des mois. Quelque part, là, il y a peut-être la possibilité et l'espoir pour le gouvernement qu'enfin, [...] on va parler d'autre chose. » Le 1^{er} juin sur la même antenne, Marc Fauvelle, futur directeur de l'information de France Inter, tient à s'en assurer face à François Ruffin : « Ce fut électrique hier, mais c'est fait. Les députés ont rejeté en commission l'article qui prévoyait d'abroger la réforme des retraites [...]. Est-ce que vous dites ce matin : la bataille est désormais perdue ? » Et sur RTL au même moment, sa consœur Alba Ventura exulte : « Depuis le début, c'est une pantalonnade ce texte ! Tout le monde savait que cette proposition de loi n'aboutirait pas ! » Quant à BFM-TV (31/05), Alain Marschall réussit à faire un « débat » cul par-dessus tête en s'emportant contre le bouc-émissaire préféré des médias : « *La France insoumise s'est encore illustrée !* » s'exclame-t-il, en référence à un propos de sa présidente, Mathilde Panot, qui dénonçait une « *dérive mafieuse* » de la majorité.



Si l'on en croit la hiérarchie de l'information façon BFM-TV, cette petite phrase méritait d'être élevée au rang d'information numéro 1 : « Vous comprenez, enfin ! Les mots ont un sens ! La mafia, vous voyez ce que c'est quand même ?! », s'emporte Alain Marschall face à la députée Clémence Guetté. Quelques instants plus tôt, le même ironisait pourtant sur le « psychodrame » et la « comédie des grands jours » des députés... Celle des grands médias, décidément bien pressés de « tourner la page » des retraites alors que les mobilisations se poursuivent, est toujours à l'affiche...

« Enfin, il y a une fenêtre pour le gouvernement pour s'en sortir. »
Stéphane Zumsteege
France Info, 31 mai

DÉCRÉDIBILISER LA GAUCHE...

Récapitulons :

- dès le début du mouvement social, les chiens de garde médiatiques ont disqualifié les propositions alternatives portées par la gauche syndicale et politique, quand ils ne les ont pas tout simplement ignorées ;
- ils ont enjoint à différentes personnalités politiques de gauche de « rester à leur place » et de ne pas « récupérer le conflit » tout en les invectivant ;
- ils ont prophétisé l'apathie, prêché la résignation, rabâché à longueur d'antenne que « de toute façon, la réforme passerait » avant de guetter l'essoufflement du mouvement social ;

- ils ont braqué leurs caméras sur les poubelles en feu, pratiqué le journalisme de préfecture à haute intensité, enjoint de condamner « les-violences » des manifestants et sifflé à maintes reprises la fin de la récré ;
- ils ont amplifié le « chaos » des débats parlementaires pour le bien de l'information-spectacle et déformé les arguments des opposants de gauche, nouvelle « incarnation de la violence symbolique » ;
- ils ont privilégié la tambouille politicienne en surexposant les guéguerres de chefs de clan et en annonçant jour après jour la mort de la Nupes, tandis qu'ils privaient de toute couverture nombre de ses initiatives et meetings unitaires organisés partout en France...

« En même temps », ils n'ont eu de cesse de servir objectivement le Rassemblement national, présenté comme le seul opposant « crédible » face à Emmanuel Macron et propulsé en « grand vainqueur de la crise ».

... SERVIR LA SOUPE À L'EXTRÊME DROITE

Sur toutes les antennes et dans tous les journaux, en effet, les chiens de garde ont prétendu lire dans les entrailles des études d'opinion non seulement que Marine Le Pen était plébiscitée par « Les-Français » – jusqu'à prédire et dissenter sur sa victoire à la prochaine élection présidentielle... dans quatre ans –, mais également que la population avait sanctionné la stratégie menée par la gauche au Parlement et ratifié celle de l'extrême droite. Une manière, surtout, d'ajuster les résultats des sondages à leurs priorités éditoriales et de légitimer *a posteriori* l'intégralité des verdicts dont ils avaient préalablement inondé le débat public : l'auto-validation.



« *Aujourd'hui, la peur de Mélenchon est plus grande que la peur de Le Pen.*

Christophe Barbier
BFM-TV, 5 avril

Ainsi les journalistes politiques participent-ils, chaque jour davantage, à légitimer l'extrême droite, quand ils ne repeignent pas en rouge son programme, les uns affirmant que Marine Le Pen « *a su [...] garder une ligne extrêmement forte sur le social : elle était pour la retraite à 60 ans* » (Raphaël Kahane, France Info, 7/04), les autres, que son programme comporte « *un retour à la retraite à 60 ans* » (Carine Bécard, France Inter, 2/04) ! Le tout constituant, ni plus ni moins, qu'un (gros) mensonge par omission.

Reste que dans l'éditocratie, le mot d'ordre est désormais entendu. Ainsi que le résume Christophe Barbier : « *Aujourd'hui, la peur de Mélenchon est plus grande que la peur de Le Pen* » (BFM-TV, 5/04). Ou Jean-Michel Apathie, sur France 2 : « *S'il y avait une élection présidentielle aujourd'hui, on voit bien que la gauche serait faible [...] parce que dominée par Mélenchon. [Lui], alors là pour le coup, c'est plutôt un plafond en béton armé !* » (29/04)

« *Un gourou en perdition dévoré par sa prose bolivarienne, un marchand de chaos à une clique de petits révolutionnaires, le meilleur agent d'un Rassemblement national, par contraste raisonnable.*

Rémi Godeau
à propos de Jean-Luc Mélenchon
L'Opinion, 2 mai

Diabolisation de la gauche et normalisation de l'extrême droite sont les deux faces de la médaille. Redoublant des partis pris politiques assumés, ces routines professionnelles mutilent gravement le débat public : circulation circulaire des « impressions » éditocratiques et des affabulations journalistico-sondagières montées en « faits politiques » ; pluralisme au tapis ; traitement toujours plus dépolitisé de l'information politique sous la forme du commentariat sportif et d'une spéculation permanente ; croyance aveugle dans les études d'opinion, dont les biais ne sont jamais interrogés et les mésusages journalistiques, inlassablement perpétués. Dans ce petit monde clos, l'information, spectacularisée à outrance, disparaît au profit d'un grand fracas, très orienté, à sens unique.